ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Classes moyennes, le 13 décembre 1988, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 14 juin 1933 pour l'exécution de la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions", a donné le 21 décembre 1988 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 13 december 1988 door de Vice-Eertse Minister en Minister van Justitie en Middenstand verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 14 juni 1933 tot uitvoering van de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en op de handel in munitie", heeft op 21 december 1988 het volgend advies gegeven :

EXAMEN DU TEXTE.

Préambule.

Alinéa 1er.

Les articles visés n'ayant pas été modifiés, les modifications apportées à d'autres articles de la loi ne doivent pas être cités.

Par contre, outre l'article 25, il y a lieu de viser l'article 27, notamment à cause de l'article 36 du projet.

Le texte suivant est proposé :

"Vu la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions, notamment les articles 25 et 27 ;".

Alinéa 2.

L'alinéa 2 serait mieux rédigé comme suit :

"Vu l'arrêté royal du 14 juin 1933 pour l'exécution de la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions, modifié par les arrêtés royaux du 9 janvier 1934 et du 6 septembre 1951 ;".

L'alinéa 3 doit devenir l'alinéa 2.

L'alinéa 2, en conséquence, devient l'alinéa 3.

Alinéa 3 (devenant 2).

Cet alinéa serait mieux rédigé comme suit :

"Vu l'arrêté royal du 3 avril 1929 qui porte organisation de la Sûreté publique, notamment l'article 2, modifié par les arrêtés royaux des 14 octobre 1966, 2 décembre 1969, 15 janvier 1973, 13 février 1985 et 20 juillet 1987 ;".

Alinéa 5.

L'alinéa 5 devient l'alinéa 4 et doit être complété par la date à laquelle le Ministre du budget a donné son accord.

En conséquence, l'alinéa 4 devient l'alinéa 5.

Les mesures prévues par l'arrêté en projet sont des mesures de police administrative et matière d'armes et relèvent, dès lors, également de la compétence du Ministre de l'Intérieur.

Il convient donc d'associer celui-ci au projet. Il doit intervenir dans le proposant de loi ainsi que dans l'exécution de celle-ci.

.../...

Dispositif.

Article 1er.

Paragraphe 1er.

Suivant l'article 1er, § 1er, de l'arrêté en projet, le fabricant, le marchand d'armes ou de munitions, ou l'artisan armurier doit, avant toute activité, faire une déclaration à la police communale du lieu de son activité.

La loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions dont l'arrêté en projet tend à modifier l'arrêté d'exécution, prévoit que ceux qui fabriquent, réparent toutes armes à feu ou pièces de ces armes, en font le commerce ou fabriquent des munitions ou en font le commerce doivent, selon l'article 2 de la loi précitée, faire une déclaration à l'administration communale du lieu de la fabrique, du magasin ou de l'atelier.

Il n'est pas au pouvoir du Roi de substituer la notion de "police communale" à celle d' "administration communale".

En effet, il résulte des termes de la loi du 3 janvier 1933 précitée que le législateur a entendu, pour garantir l'autonomie communale, laisser aux autorités communales le soin de déterminer quels sont les services auxquels les déclarations imposées par son arrêté d'exécution devront être faites.

L'alinéa 1er du paragraphe 1er doit être revu pour tenir compte de l'observation qui vient d'être faite.

La même observation vaut pour l'article 2, §§ 1er et 2.

A l'alinéa 2 du paragraphe 1er, mieux vaut écrire :

sous a) "les nom et prénoms du déclarant, ou la dénomination ou la raison sociale, ainsi que son adresse;"

b) ... (comme au projet);

sous c) "le lieu de fabrique, du magasin ou de l'atelier ou tout autre lieu où s'exerce l'activité du déclarant".

Paragraphe 2.

Ce paragraphe définit le fabricant d'armes ou de munitions, le marchand d'armes ou de munitions et l'artisan armurier.

.../...

Or, l'arrêté en projet impose à ces personnes diverses obligations dont la violation est sanctionnée pénalement , spécialement en vertu de l'article 17, alinéa 2, de la loi du 3 janvier 1933 précitée.

Les définitions données par l'arrêté en projet sont un élément constitutif des infractions que les personnes en question peuvent commettre si elles ne respectent pas les obligations qui leur sont imposées.

Il appartient au législateur de donner une définition du fabricant d'armes ou de munitions, du marchand d'armes ou de munitions et de l'artisan armurier. Dès lors, le Roi excède ses compétences en définissant les activités précitées.

Les dispositions du paragraphe 2 doivent donc être omises.

La même observation vaut pour l'article 13 et pour l'alinéa 2 du paragraphe 2 de l'article 31 en projet que l'article 14, § 2, insère dans l'arrêté royal du 14 juin 1933 précité.

.../...

Article 2.

Paragraphe 1er.

Il y aura lieu d'adapter l'alinéa 3 à l'observation qui a été faite à propos de l'article 1er, § 2.

Paragraphe 2.

Ce paragraphe serait mieux rédigé comme suit :

" § 2. Dans les quinze jours de cessation d'activités ou de la modification des données mentionnées au certificat, le déclarant ou ses héritiers ou ayants droit sont tenus d'en informer la police communale et de restituer le certificat".

D'autre part, il y a une discordance entre le texte français et le texte néerlandais de l'alinéa 1er, l'un utilisant le pluriel, l'autre, le singulier. Il faut utiliser le singulier dans le texte français.

Articles 7 et 8.

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la raison pour laquelle, dans l'article 20, alinéa 5, en projet ainsi que dans les articles 21, §§ 2 et 4, et 22, § 4, le mot "autorité" remplace le mot "gouverneur", alors que ce dernier reste seul compétent, en vertu de l'article 11 de la loi, pour accorder l'autorisation.

.../...

Article 9.

Il est suggéré de mettre à profit l'abrogation de l'article 24 par l'article 9 en projet pour faire de l'article 23bis un article 24.

Article 11.

A la fin du premier alinéa, qu'il est proposé d'ajouter à l'article 27, mieux vaut écrire :

"... à toute réquisition des autorités visées à l'article 24 de la loi du 3 janvier 1933".

La même observation vaut pour l'alinéa 1er qu'il est proposé d'ajouter à l'article 29, ainsi que pour le dernier alinéa de l'article 35 inséré par l'article 15 du projet.

Article 14.

Paragraphe 1er.

Le texte suivant est proposé :

"Article 14.-

L'intitulé du chapitre VII du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 9 janvier 1934, est remplacé par l'intitulé suivant : "Chapitre VII ... (comme au projet)"".

+

Paragraphe 2.

Les termes "chef de corps de la police communale" qui sont utilisés au paragraphe 3 de l'article 31 en projet et à l'alinéa qu'il est proposé d'ajouter à l'article 32 appellent la même observation que celle qui a été formulée au sujet de l'article 1er de l'arrêté en projet.

Paragraphe 5.

Suivant la disposition du dernier alinéa de l'article 32bis en projet, l'acquéreur d'une arme de chasse ou de sport est tenu d'informer, dans les quinze jours, le chef de corps de la police communale en cas de changement de domicile, de destruction de l'arme ou lorsque cette arme n'est plus en sa possession.

La loi du 3 janvier 1933 précitée ne contient aucune disposition qui soumette à autorisation l'acquisition d'une arme de chasse ou de sport.

Dès lors, l'obligation prévue dans l'alinéa précité manque de tout fondement légal et le dernier alinéa de l'article 32bis en projet doit être omis.

Article 16.

L'article 36 en projet prévoit la création d'un Registre central des armes.

L'article 27 de la loi du 3 janvier 1933 précitée énumère des mesures d'exécution à prendre, cette énumération n'étant pas limitative.

.../...

On peut en déduire que, moyennant certaines précisions qui seront exprimées ci-dessous, la création de ce Registre central des armes n'excède pas les pouvoirs d'exécution du Roi.

Toutefois, l'arrêté en projet, en désignant le ministre de la Justice pour régler le fonctionnement de ce registre, confère à celui-ci un pouvoir qui doit être exercé par le Roi lui-même. Il convient donc que les diverses dispositions selon lesquelles ce registre fonctionnera soient précisées dans le texte même de l'arrêté en projet.

D'autre part, certaines dispositions de l'article 36 en projet sont conçues en termes trop généraux et doivent être précisées, notamment quant aux autorités qui ont accès au registre (suivant le texte, notamment tout membre de la gendarmerie et de la police communale) et quant aux missions qui peuvent justifier l'utilisation dudit registre (suivant le texte, les missions de police judiciaire et administrative).

De plus, le Gouvernement devra se soucier de prendre des dispositions en vue de protéger la vie privée des citoyens auxquels ces informations se rapportent.

Alinéa 4.

A l'alinéa 4 de l'article 36 en projet, il faut remplacer le chiffre "2" par les chiffres "37"; en outre, les mots "du présent arrêté" doivent être supprimés.

.../...

Alinéa 5.

A la fin de l'alinéa 5, il y a lieu de remplacer le mot "concernés" par les mots "en exécution des accords internationaux liant la Belgique".

Article 17.

A la suite des observations qui ont été formulées au sujet de l'article précédent, la phrase liminaire de l'article 37 serait mieux rédigé comme suit :

"Article 37. Le Registre central des armes ne contient que les informations relatives aux documents suivants :".

Au 1° et au 2°, les termes "Y sont mentionnés" doivent être remplacés" par les mots "Sont seuls mentionnés".

Article 20.

Compte tenu notamment de ce que certaines dispositions de l'arrêté en projet sont pénalement réprimées, l'arrêté en projet ne peut entrer en vigueur à une date qui précèderait sa publication au Moniteur belge.

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

Aanhef.

Eerste lid.

Aangezien de aangehaalde artikelen niet gewijzigd zijn, behoeft geen melding te worden gemaakt van de wijzigingen die in andere artikelen van de wet zijn aangebracht.

Daarentegen moet, behalve artikel 25, ook artikel 27 worden aangehaald, inzonderheid ter wille van artikel 16 van het ontwerp.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Gelet op de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en op de handel in munitie, inzonderheid op de artikelen 25 en 27;".

Tweede lid.

Het tweede lid kan beter als volgt worden geredigeerd :

"Gelet op het koninklijk besluit van 14 juni 1933 tot uitvoering van de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en op de handel in munitie, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 9 januari 1934 en 6 september 1951;".

.../...

Het derde lid moet het tweede lid worden.

Het tweede lid wordt bijgevolg het derde lid.

Derde lid (dat het tweede lid wordt).

Dit lid zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Gelet op het koninklijk besluit van 3 april 1929 houdende inrichting van de openbare veiligheid, inzonderheid op artikel 2, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 14 oktober 1966, 2 december 1969, 15 januari 1973, 13 februari 1985 en 20 juli 1987;".

Vijfde lid.

Het vijfde lid wordt het vierde lid en moet worden aangevuld met de datum waarop de Minister van Begroting zijn akkoord heeft gegeven.

Het vierde lid wordt dan het vijfde lid.

De maatregelen waarin het ontworpen besluit voorziet zijn maatregelen van administratieve politie inzake wapens, waarvoor derhalve ook de Minister van Binnenlandse Zaken bevoegd is.

Deze behoort bij het ontwerp te worden betrokken; hij moet het besluit mede voordragen en uitvoeren.

.../...

Bepalend gedeelte.

Artikel 1.

Paragraaf 1.

Volgens artikel 1, § 1, van het ontworpen besluit moet de wapen- of munitiefabrikant, de wapen- of munitiehandelaar of de wapenmaker, vooraleer de beroepswerkzaamheden worden aangevat, een aangifte doen bij de gemeentepolitie van de plaats waar hij zijn beroep zal uitoefenen.

De wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en op de handel in munitie, waarvan het ontworpen besluit het uitvoeringsbesluit bedoelt te wijzigen, bepaalt dat zij die vuurwapens of onderdelen daarvan vervaardigen, herstellen of daarin handel drijven, munitie vervaardigen of daarin handel drijven, volgens artikel 2 van de voormelde wet, aangifte moeten doen bij het gemeentebestuur van de plaats waar hun fabriek, winkel of werkplaats gelegen is.

De Koning is niet bevoegd om het begrip "gemeentepolitie" in de plaats te stellen van het begrip "gemeentebestuur".

Uit de bewoordingen van de voormelde wet van 3 januari 1933 blijkt immers dat de wetgever, om de gemeentelijke autonomie te waarborgen, aan de gemeentelijke overheden de zorg heeft willen overlaten om te bepalen welke de

.../...

diensten zijn waarbij de aangiften zullen moeten worden gedaan die voorgeschreven zijn bij het besluit tot uitvoering van die wet.

Het eerste lid van paragraaf 1 moet worden herzien om rekening te houden met de zoëven gemaakte opmerking.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 2, §§ 1 en 2.

In het tweede lid van paragraaf 1 schrijve men :

onder a) "de naam en voornamen van de aangever, of de naam of de firma van de vennootschap, alsmede het adres;"

b) ... (zoals in het ontwerp);

onder c) "de plaats waar de fabriek, de winkel, of de werkplaats of iedere andere plaats waar de aangever zijn beroepswerkzaamheid uitoefent, gelegen is".

Paragraaf 2.

Deze paragraaf geeft een definitie van de wapen- of munitiefabrikant, wapen- of munitiehandelaar en van de wapenmaker.

.../...

Het ontworpen besluit legt echter aan die personen verschillende verplichtingen op, welker niet-nakoming, bepaaldelijk krachtens artikel 17, tweede lid, van de voormelde wet van 3 januari 1933, strafbaar wordt gesteld.

De definities welke het ontworpen besluit geeft, zijn een bestanddeel van de strafbare feiten welke de personen in kwestie kunnen plegen indien ze de hun opgelegde verplichtingen niet nakomen.

Het is zaak van de wetgever een definitie te geven van de wapen- of munitiefabrikant, van de wapen- of munitiehandelaar en van de wapenmaker. De Koning gaat derhalve zijn bevoegdheid te buiten door de voormelde beroepswerkzaamheden te omschrijven.

De bepalingen van paragraaf 2 moeten dus vervallen.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 13 en voor lid 2 van paragraaf 2 van het ontworpen artikel 31 dat artikel 14, § 2, in het voorgenoemd koninklijk besluit van 14 juni 1933 invoegt.

.../...

Artikel 2.

Paragraaf 1.

Het derde lid zal moeten worden aangepast aan de opmerking die gemaakt is bij artikel 1, § 2.

Paragraaf 2.

Deze paragraaf 2 zou beter als volgt worden geredigeerd :

"§ 2. Binnen vijftien dagen na de beëindiging van de beroepswerkzaamheden of de wijziging van de op het getuigschrift vermelde gegevens, moeten de aangever of zijn erfgenamen of rechtverkrijgenden daarvan kennis geven aan de gemeentepolitie en het getuigschrift inleveren".

Er bestaat een discrepantie tussen de Franse tekst van het eerste lid die het meervoud gebruikt en de Nederlandse tekst die met het enkelvoud werkt. In de Franse tekst moet het enkelvoud gebruikt worden.

Artikelen 7 en 8.

Het is de Raad van State niet duidelijk waarom in het ontworpen artikel 20, vijfde lid, evenals in de artikelen 21, §§ 2 en 4, en 22, § 4, het woord "overheid" in de plaats komt van het woord "gouverneur", terwijl deze laatste, krachtens artikel 11 van de wet, uitsluitend bevoegd blijft om de vergunning te verlenen.

Artikel 9.

Er wordt in overweging gegeven de opheffing van artikel 24 door het ontworpen artikel 9 aan te grijpen om artikel 23bis te vernummeren tot artikel 24.

Artikel 11.

Aan het slot van het eerste lid, dat men aan artikel 27 wil toevoegen, schrijve men :

"... op elk verzoek van de in artikel 24 van de wet van 3 januari 1933 bedoelde overheden worden vertoond".

Dezelfde opmerking geldt voor het eerste lid, waarvan wordt voorgesteld het aan artikel 29 toe te voegen, en voor het laatste lid van artikel 35, dat door artikel 15 van het ontwerp is ingevoegd.

Artikel 14.

Paragraaf 1.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 14.-

Het opschrift van hoofdstuk VII van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 9 januari 1934, wordt vervangen door het volgende opschrift : "Hoofdstuk VII ... (voorts zoals in het ontwerp)"".

+

.../...

Paragraaf 2.

Bij de uitdrukking "korpschef van de gemeentepolitie", welke gebezigd wordt in paragraaf 3 van het ontworpen artikel 31 en in het lid, waarvan wordt voorgesteld het aan artikel 32 toe te voegen, is dezelfde opmerking te maken als die welke met betrekking tot artikel 1 van het ontworpen besluit is gemaakt.

Paragraaf 5.

Luidens de bepaling van het laatste lid van het ontworpen artikel 32bis moet de koper van een jachtwapen of van een sportvuurwapen de korpschef van de gemeentepolitie binnen veertien dagen ervan in kennis stellen dat hij van woonplaats veranderd is, dat het wapen vernietigd is of dat het niet meer in zijn bezit is.

De voormelde wet van 3 januari 1933 bevat geen enkele bepaling die het aankopen van een jacht- of sportvuurwapen afhankelijk maakt van een vergunning.

Er is derhalve geen rechtsgrond voor de verplichting waarin het voormelde lid voorziet en het laatste lid van het ontworpen artikel 32bis moet dientengevolge vervallen.

Artikel 16.

Het ontworpen artikel 36 voorziet in de oprichting van een centraal wapenregister.

In artikel 27 van de voormelde wet van 3 januari 1933 worden maatregelen opgesomd die moeten worden genomen om de wet uit te voeren. Het betreft weliswaar geen uitputtende opsomming.

Daaruit kan worden afgeleid dat de Koning zijn uitvoeringsbevoegdheid niet overschrijdt bij het oprichten van dat centraal wapenregister, mits een en ander wordt gepreciseerd als hierna aangegeven.

Waar het ontworpen besluit de Minister van Justitie aanwijst om de werkwijze van het centraal wapenregister te regelen, verleent het deze echter een bevoegdheid die door de Koning zelf moet worden uitgeoefend. De verschillende bepalingen die de werkwijze van dat register regelen, moeten bijgevolg in de tekst zelf van het ontworpen besluit worden gepreciseerd.

Anderzijds zijn een aantal bepalingen van het ontworpen artikel 36 in te algemene bewoordingen gesteld en moeten ze worden gepreciseerd, met name met betrekking tot de overheden die toegang krijgen tot het register - volgens de tekst onder meer alle leden van de rijkswacht en van de gemeentepolitie - en met betrekking tot de taken - volgens de tekst de taken van gerechtelijke en administratieve politie - die het gebruik van dit register rechtvaardigen.

Bovendien moet de Regering ervoor zorgen dat er regelingen worden getroffen om de persoonlijke levenssfeer van de burgers waarop die inlichtingen betrekking hebben, te beschermen.

.../...

Vierde lid.

In het vierde lid van het ontworpen artikel 36 dient het cijfer "2" te worden vervangen door het cijfer "37"; bovendien dienen de woorden "van dit besluit" te vervallen.

Vijfde lid.

Aan het slot van het vijfde lid dient het woord "betrokken" te worden vervangen door de woorden "ter uitvoering van de internationale akkoorden waardoor België gebonden is".

Artikel 17.

Gelet op de opmerkingen die met betrekking tot het vorige artikel zijn gemaakt, zou het beter zijn de inleidende volzin van artikel 37 als volgt te redigeren :

"Artikel 37. Het centraal wapenregister bevat slechts de gegevens die betrekking hebben op de volgende stukken :".

In 1° en 2° dienen de woorden "Vermeld worden" te worden vervangen door de woorden "Vermeld worden alleen".

.../...

Artikel 20.

Mede gelet op het feit dat op sommige bepalingen van het ontworpen besluit straf gesteld wordt, kan het ontworpen besluit niet in werking treden op een datum die aan de bekendmaking ervan in het Belgisch Staatsblad vooraf zou gaan.

La chambre était composée de

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

C.-L. CLOSSET, conseillers d'Etat,
R. ANDERSEN, staatsraden,

F. RIGAUX, assesseurs de la section de législation,

F. DELPEREE, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : J. GIELISSEN, greffier assumé,
Mevrouw : toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par Mme S. GUFFENS, premier auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. S. GUFFENS, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. GIELISSEN. J.-J. STRYCKMANS.